



REUNION MINISTERIELLE DU 16 NOVEMBRE 2015 : PARTICIPATION DES ADMINISTRATIONS FINANCIERES DANS LE PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE ANTI-TERRORISME

L'ensemble des fédérations des Finances avait répondu hier à l'invitation du Secrétariat Général des ministères économiques et financiers à cette réunion exceptionnelle.

L'ambiance était solennelle, l'émotion palpable et les prises de parole plus sobres qu'à l'accoutumée.

M. De Jekhowsky, Secrétaire Général, a ouvert la réunion en rappelant qu'à Bercy, l'attachement à nos valeurs communes, le service public, l'état de droit et la République, n'étaient pas de vains mots, et que nos ministères allaient participer activement à la résistance suite aux événements tragiques. Cette réunion avait donc pour but de présenter les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre du plan d'urgence, et ses déclinaisons dans nos administrations financières. La priorité absolue ira à la sécurité des agents, ainsi qu'au soutien des agents impactés directement ou indirectement par ce qui vient de se produire. Il y a 26 implantations de nos ministères dans Paris, et 145000 agents sur l'ensemble du territoire. Tous ont droit au soutien et à l'accompagnement.

Le plan se décline en deux volets :

1/ Soutien aux agents. Deux agents des Douanes et un agent de la DGFIP ont perdu la vie. Une agente de la DGFIP a perdu son fils. Un agent DGFIP a été blessé au Stade de France. Les familles de ces agents bénéficieront de tout l'appui que le Ministère pourra leur apporter, et les collègues proches de ces agents seront également soutenus.

2/ Participation au plan gouvernemental pour assurer l'ordre public. Vigipirate est confirmé ainsi que le dispositif « Alerte attentat » dans Paris ce qui implique des mesures de contrôle et de sécurité renforcées notamment pour l'accès aux bâtiments administratifs. L'état d'urgence aura des répercussions sur notre quotidien. La question s'est posée du maintien ou non des dispositions classiques concernant l'Arbre de Noël. Nous apprenons aujourd'hui que les spectacles prévus au Grand Rex ont été annulés (un autre dispositif est mis en place pour ne pas pénaliser les enfants, les agents concernés seront informés directement). Enfin concernant les contrôles aux frontières, la participation de la Douane au plan gouvernemental doit être valorisée.

Le Secrétaire Général a également indiqué qu'il était de notre responsabilité d'assurer la continuité de la vie économique de la nation, mise à mal par des week-ends comme celui que nous venons de vivre. Combiner la sécurité des citoyens et le support de l'activité économique (tourisme, loisirs, vie culturelle), tel est le défi que nous avons à relever.

La Directrice Générale des Douanes s'est également exprimée. Les douaniers et plus particulièrement ceux de la DG où travaillaient les deux agentes disparues, très appréciées, ont subi un choc affectif important. Toute l'assistance psychologique possible sera offerte aux collègues. Une cellule d'écoute était disponible à la DGDDI dès ce matin. La DG est également en contact avec les familles et les proches des victimes.

La cellule de crise a été activée à la DGDDI vers 23 h vendredi soir, en lien avec la DNRED (enquêtes douanières). Un message d'alerte a été diffusé aux directeurs dans la nuit, avec le rappel des consignes de sécurité pour les douaniers en service.

Le dispositif douanier qui devait être mis en œuvre à l'occasion de la COP 21 va être anticipé. Les 202 PPA (points de passage autorisés) vont être armés dès que possible. Les PPF (aéroports secondaires) seront renforcés en effectifs. La Douane sera également en présence renforcée auprès de la PAF pour les contrôles d'identité. Les brigades seront déployées sous supervision des préfets.

Durant la réunion, les fédérations et l'administration ont été informées de la décision du président François Hollande de la création de 1000 postes de douaniers supplémentaires étalés sur deux ans. Cette information a été accueillie avec satisfaction par les fédérations syndicales.

Une réunion interne à la Douane se tiendra dans les prochains jours avec les organisations syndicales douanières pour affiner le dispositif et ses conséquences sur les services douaniers.

A la DGFIP, l'échéance de la TH a été reportée. Les collègues parisiens dont certains se trouvaient sur les lieux d'attentats subissent également un traumatisme. La DGFIP comporte de très nombreux lieux d'accueil du public et des problèmes se posent sur le contrôle des accès et le rôle des agents DGFIP dans ce contrôle (fouille des sacs ?). Des consignes claires seront transmises dès que possible.

Les fédérations UNSA et CFTC ont exprimé leur satisfaction devant la réactivité tant du Secrétariat Général que de la Direction Générale des Douanes. Elles ont posé la question des moyens matériels mis à disposition des agents des douanes pour faire face. Les dotations en gilets pare-balles sont encore insuffisantes, notamment en ce qui concerne les gilets féminins. Certains modèles de gilets sont obsolètes et inadaptés. La pénurie de munitions, dont un journal national s'est récemment fait l'écho, doit également être réglée dans les meilleurs délais. Elles ont enfin signalé que la solidarité des agents douaniers de l'ensemble du territoire tenait à s'exprimer et qu'il fallait organiser un circuit pour canaliser les dons et supports de diverses natures envers les familles des collègues disparues.

Le Secrétaire Général du Ministère a clôturé la séance en indiquant que toutes les déclinaisons concrètes, les consignes et les moyens mis à disposition de nos ministères feraient l'objet très prochainement d'une diffusion dans les services. Des échanges intra directionnels auront lieu dans les meilleurs délais. Le SG se tiendra en appui et en coordination des actions mises en œuvre dans les services.